

Discours Arnaud DELACOUR- St Quentin 2015

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Conseiller du Ministre,

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie tout d'abord d'être venu à notre Congrès.

Votre emploi du temps est chargé, ça n'a pas été facile de trouver un créneau mais nous souhaitons avoir la réponse du Ministre de l'Agriculture sur un certain nombre de sujets et Je vous remercie donc une nouvelle fois d'avoir accepté de venir clôturer ce congrès au nom du Ministre.

Nous n'allons pas nous mentir, ni attendre pour faire le constat : cette campagne est, de mémoire de producteurs, l'une des pires que nous vivons depuis longtemps.

Tous les producteurs ne sont pas aujourd'hui directement touchés, je pense en particulier aux producteurs dont les contrats sont respectés (il y en a et c'est tant mieux !). Mais il est à craindre que tous en subissent les conséquences.

Nous devons maintenant voir avec lucidité ce qu'il s'est passé.

L'année dernière, on a longtemps cru que la campagne serait équilibrée et malheureusement, une production plus importante que prévue en Allemagne, une baisse des exports en produits transformés, une chute de la consommation sont les causes du report de stocks en fin de campagne.

Les premiers touchés dramatiquement ont été les producteurs de pommes de terre primeurs : confusion, chevauchement, importations inopportunes, manque de dynamisme et frilosité de la part des commerçants et de la grande distribution ont fait que cette campagne primeur a été littéralement sacrifiée !

André Minguy au sein du conseil de l'UNPT nous avait vigoureusement alerté .Nous devons travailler avec la distribution au sein du CNIPT pour protéger ces productions hautement qualitatives et ne plus baptiser "primeurs" des pommes de terre de conservation qui, bien que de l'année, ont du être stockées et traverser la Méditerranée : la prise de conscience collective semble progresser ...

Ensuite, le mécanisme classique : une nouvelle hausse des emblavements en France et chez nos voisins, de bonnes conditions climatiques, des rendements historiques et aucun accident météo nulle part en Europe.

Ajoutons à cela la mise en œuvre de l'embargo Russe, une crise économique qui n'en finit pas, et nous avons tous les ingrédients propices à un cocktail qui a explosé au mois d'août.

Pour autant, je ne souhaite pas être pessimiste. D'autres signaux sont au vert.

Je pense en particulier à la hausse durable de la consommation de produits transformés en France et dans le monde, à la part de plus en plus importante que prennent les pays du NEPG qui font l'essentiel du commerce de pommes de terre, aux nouvelles applications qui font de la féculé de pommes de terre un ingrédient incontournable pour l'alimentaire et l'agrochimie.

Ces tendances lourdes doivent nous permettre de réfléchir et, comme nous l'avons vu tout au long de cette table ronde, de nous adapter à la demande, ou plutôt aux différentes demandes.

Aujourd'hui, ce qui importe, c'est de ne pas renouveler ce que nous sommes en train de vivre. Pourtant, le risque est vraiment important. Il ne faut pas le nier. Chacun compte sur son voisin pour faire des efforts, et baisser ses surfaces. Or, les indicateurs sont au rouge : le plant est disponible, les autres cultures de printemps ne sont pas spécialement attractives, chacun pense : « après une mauvaise année en pomme de terre, s'a ne peut pas être pire ». La vérité, c'est qu'aujourd'hui, nous plantons trop d'hectares par rapport à la demande et que, sauf accident climatique quelque part en Europe, nous aurons de nouveau beaucoup trop de pommes de terre : avec les conséquences que nous savons mesurer à l'UNPT sur la dégradation des prix.

C'est un drame pour les entrepreneurs que nous sommes et un gâchis économique et environnemental dont notre filière ne doit pas se rendre responsable.

Notre responsabilité est d'œuvrer collectivement avec nos clients et la distribution à l'équilibre entre l'offre et la demande. Le cas échéant nous devons trouver des débouchés alternatifs si les conditions météo affectent les volumes ou la qualité.

Au sein de nos interpros cette réflexion fait son chemin et je gage qu'à l'avenir nous pourrons trouver systématiquement un débouché à chaque tubercule planté.

La filière française présente énormément d'atouts. Nous sommes capables d'excellence sur chacun des grands segments de marchés : plants, primeurs, pommes de terre de consommations, pommes de terre industrielles, pommes de terre féculières.

Pour cela, nous avons les producteurs, les sols, le climat mais également des industriels et des négociants parmi les plus performants au monde. De manière conjoncturelle, de nombreux indicateurs économiques peuvent également nous faire espérer des jours meilleurs : le prix du pétrole est historiquement bas, la parité €/€ est favorable aux exportations, le taux du crédit n'a jamais été aussi attractif. Bref, nous devrions être en mesure de conforter notre compétitivité à l'export.

C'est aujourd'hui que nous devons reprendre des parts de marchés à nos voisins, faire tourner les usines à plein et en construire de nouvelles, (de préférence en France). Les producteurs sont capables de s'engager, il est urgent de lever les freins à l'investissement.

Pour cela, tous les acteurs économiques seront mis à contribution et nous attendons des pouvoirs publics du pragmatisme environnemental, de la réactivité réglementaire et de la

flexibilité sociale : autant de qualités qui nous ont fait défaut dans le passé et expliquent, que dans notre secteur, les usines sont souvent construites du mauvais côté de la frontière.

J'en appelle aussi aux politiques régionaux : c'est eux qui seront demain, encore plus qu'aujourd'hui, les acteurs du développement. Ils doivent prioriser leurs efforts budgétaires vers les secteurs qui sont porteurs d'emplois et de progrès économiques. La grande région Nord Pas de Calais- Picardie dispose d'atouts stratégiques pour notre filière, sachons en profiter, et ne sacrifions pas nos entreprises sur l'hôtel de l'opportunisme électoral.

La mise en œuvre de la nouvelle PAC donne encore plus de pouvoirs, encore plus de moyens aux acteurs régionaux. Nous devons nous en servir comme levier pour stimuler la recherche collective et les investissements structurants. Nous devons tous nous assurer que ces nouvelles missions confortent durablement les axes stratégiques de l'économie locale. La pomme de terre fait peu parler d'elle mais n'oublions pas qu'en Europe, elle pèse 12 milliards d'euros soit presque 3 fois plus que la betterave.

Les producteurs, isolés, ne peuvent pas faire grand-chose. Cette campagne en est l'illustration. De la même manière les acheteurs ou les transformateurs seuls sont bien impuissants.

C'est ensemble, en travaillant à des stratégies collectives au sein de nos interprofessions (et là, je pense au CNIPT, au GIPT mais également au GNIS), avec les services de l'état, que nous gagnerons. Les Présidents de ces interpros, Patrick Trillon et Pascal Foy ici présents, sont des producteurs porteurs de cette vision, et je suis certain qu'ils travaillent quotidiennement avec chaque famille de la filière, à l'émergence du consensus dont on a tant besoin : je les en remercie très sincèrement.

Nos voisins Britanniques, Allemands ou Hollandais doivent être pour nous des modèles à suivre. Le rapport DEMETER de cette année titrait "l'agriculture Allemande, une dynamique aussi irrésistible que celle de la Mannschaft" n'oublions pas qu'ils sont champions du monde en titre: sachons jouer collectif et laisser certains griefs au vestiaire. Nous ne pourrons pas éternellement nous satisfaire de la 4ème place, et là je ne parle pas ici que de foot.

Pour mettre en place des stratégies gagnantes, nous devons nous regrouper, discuter au sein d'organisations de producteurs dans le respect des règlements communautaires mais sans craindre certaines interprétations trop restrictives de la DGCCRF. Pour construire ensemble nous devons pouvoir nous parler et nous appuyer en confiance sur des stratégies gagnantes co-construites avec l'Etat.

A ce stade 4 chantiers me semblent fidèles à cet esprit

La première marche (celle de la théorie) est franchie, gravissons avec la puissance publique la deuxième marche, la plus haute, celle de l'action.

1er chantier

Celui du sanitaire.

Le plant de ferme : Ce chantier est maintenant derrière nous; au nom de l'UNPT, Geoffroy d'Evry a dû "battiller dur" pour que nous puissions signer l'accord sur le plant de ferme,

Monsieur Berlizot comme médiateur a été d'une remarquable efficacité : merci à eu deux et à tous les signataires.

Nous devons le faire vivre et respecter par tous : cela impose de la pédagogie, du pragmatisme dans l'action et de la souplesse dans la mise œuvre : le comité de suivi doit être animé par cette ambition sans arrière pensée. L'UNPT veillera à ce qu'aucun frein ne rende cet accord inapplicable : il en va de notre crédibilité à tous.

Le FMSE Pomme de terre : un chantier qui est en train de se mettre en place pour que nous arrivions à mutualiser la gestion des risques sanitaires. Sur ce dossier notre filière était en pointe avec "la convention maladie de quarantaine "qui était portée par nos deux interprofessions. L'UNPT a décidé de créer une association avec le GIPT et le CNIPT pour prolonger cette mission avec le soutien des fonds publics. Cette action sera finalisée en 2015. Reste à régler, entre autre, les problèmes de décontamination et de valorisation des lots infectés.

2eme chantier

Celui de la détermination du juste prix de marché.

Je prendrai comme exemple la mise à disposition d'informations économiques au bénéfice de tous les producteurs, pour connaître en direct les évolutions de marché et les informations actualisées de tous les pays du NEPG.

La première étape est franchie avec la lettre économique hebdomadaire que vous recevez tous et que vous appréciez, grâce au travail d'Alain Dequeker, avec une équipe de producteurs engagés et persévérants, chapeauté par François Xavier Broutin : merci à eux...

Cette mission sera renforcée cette année par la mise en œuvre d'un « projet d'information sur les prix », de type PISA ou POMAK (pour ceux à qui ça parle), qui nous renforcera dans la veille économique au niveau Européen.

Nous devons également aborder la question de l'évaluation indépendante des lots, et travailler sur les mécanismes de fixations des prix de contrat. Le chantier est aujourd'hui ouvert. L'UNPT, représentée par Luc Chatelain et Antoine Peenaert dans la cadre du dialogue interprofessionnel, sera force de propositions pour que cette réflexion avec tous les opérateurs concernés aboutisse rapidement, il y a urgence

Ceci pourrait d'ailleurs contribuer à la sécurisation de la politique contractuelle. Celle-ci vient, cette année, d'être bousculée, mais nous devons travailler sur le sujet, en particulier avec la GMS sur la notion de contrats tripartites.

3eme chantier qui m'apparait comme une évidence

Nous avons confié notre recherche appliquée à Arvalis et nous pouvons nous en féliciter.

En tant qu'Institut du Végétal nous sommes assurés que la recherche pomme de terre s'inscrit dans une approche globale de la gestion de nos exploitations : c'est une chance qui permet d'optimiser nos efforts mais nous devons continuer à investir pour gagner le double challenge de l'environnement et de la performance économique.

Ce n'est pas un choix, c'est une obligation pour le bénéfice de tous. Après une année de réflexion, nous avons identifié tous nos axes de travail pour les prochaines années. Didier Lombard, Président du Comité Professionnel, vous a d'ailleurs présenté défipom 2020.

Nous devons continuer à concentrer nos moyens .La stratégie des appels à projet à certes des vertus, mais elle porte aussi en son sein des formes de risques clientélistes et ne permet pas une globalisation de la recherche. Là encore, les anglais, qui ont investi 2Milliond€ sur la recherche stockage, nous prouvent qu'en concentrant les moyens on obtient plus rapidement des résultats.

C'est pourquoi l'UNPT réaffirme que l'appui financier des pouvoirs publics via le CASDAR est crucial et qu'il doit s'inscrire dans le temps pour offrir de la visibilité aux chercheurs.

4eme chantier et non le moindre

Le plan d'actions stratégiques menées avec France AgriMer doit être poursuivi. Les axes de progrès doivent faire l'objet de plans d'actions correctives priorisées qui engagent tous les acteurs économiques, politiques, sociaux et associatifs. C'est la seule raison d'être de ce type de démarche. Nous sommes prêts à le mettre en œuvre et à en mesurer les résultats par un comité de suivi.

En résumé et pour conclure

Nous pouvons, et nous devons, au niveau professionnel, mieux nous organiser pour faciliter les échanges, créer des passerelles et mutualiser nos forces. Mais, sur un certain nombre d'actions, nous avons également besoin de l'appui des pouvoirs publics et d'une administration pragmatique et réactive. Je souhaiterai pour cela la mise en œuvre d'actions qui aillent dans 2 directions :

- Tout faire pour identifier les freins au développement de nos entreprises et à leur compétitivité intra- communautaire et mettre en œuvre des actions correctives.
- Tout faire pour encourager et soutenir l'emploi ou les initiatives positives et disposer des accompagnements budgétaires indispensables en utilisant le cas échéant des leviers fiscaux.

Le premier axe : la réglementation.

L'UNPT formule un certain nombre de demandes prioritaires :

- 1) Dans un univers concurrentiel, nous ne pouvons pas nous permettre de partir avec des handicaps. Il faut donc que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. Cessons de vouloir laver plus blanc que blanc. Un exemple simple : il est incompréhensible qu'un producteur allemand ait la possibilité d'utiliser le fipronil pour lutter contre le taupin et que nous, nous soyons désarmé sur tout le territoire. Et là je ne parle pas du MOCAP en Espagne ou en Belgique.

Maintenons l'utilisation de produits phytosanitaires efficaces tant que nous n'avons pas d'alternatives crédibles !

La France est certes le pays des lumières, mais c'est l'économie qui est le phare du monde

Chacun reste libre, s'il le souhaite, de s'imposer des règles plus strictes et d'en faire un argument commercial si il le peut, mais ce n'est pas en chargeant la mule que nous ferons durablement la course en tête.

- 2) La deuxième demande concerne l'organisation et la réactivité de l'administration. Alors qu'en Belgique ou qu'aux Pays-Bas, les pommes de terre touchées par des parasites de quarantaine sont traitées et valorisées en usine depuis des années. Nous, nous attendons toujours la validation du protocole adéquat malgré de nouvelles études coûteuses financées par la filière qui donnent des résultats probants.

Aujourd'hui, certains producteurs ne vont pas faire analyser leurs plants de ferme car les protocoles de prélèvements ne sont pas connus des services ! Simplifions tout ça et faisons un peu plus confiance aux gens. Il y a 15 ans, les agents d'usines étaient habilités à faire ces prélèvements. Nous-mêmes à l'UNPT, effectuons tous les ans des centaines de prélèvements pour faire des estimations de rendements. Est-on certain qu'ils faillent avoir une super qualification, pour suivre un protocole et arracher des pommes de terre dans les champs ! Ca, c'est le mirage franco-français ! Je ne suis pas sûr que nos voisins belges se posent ces mêmes questions !

Et au fond, tous ces atermoiements découragent toutes les bonnes volontés. A force de vouloir trop bien faire, on va finir par ne rien faire du tout.

"Vive", au sens étymologique, le choc de simplification prôné par notre Président.

- 3) La troisième demande concerne la main d'œuvre salariée dans les fermes. La pomme de terre demande beaucoup de travail. Et la majorité des exploitants dans notre secteur sont aussi employeur. C'est donc positif pour l'activité économique globale. Mais là aussi, simplifions. Nous sommes tous des TPE avec des montagnes de réglementations à connaître et à appliquer. Le développement de l'activité doit être encouragé par des mesures fiscales sur les salaires, par des gestions simplifiées, mais pas par la mise en place d'un compte pénibilité : je sais qu'avec la FNSEA nous y travaillons, mais nous craignons le pire!

Dans tous les cas, il faut limiter les lois inutiles, chronophages et anxiogènes destructrices d'emplois et de valeur.

Passons maintenant au second axe : le soutien au développement économique.

Cette action reste essentielle, même en temps de rigueur budgétaire car elle permet de faire levier et de démultiplier les effets positifs.

Un exemple : Le soutien de la filière féculière par la mise en œuvre de l'aide dé耦plée cette campagne a permis d'enrayer la baisse des surfaces. Merci à celles et ceux qui au sein du Ministère ont compris l'utilité de cette demande et ont œuvré avec l'UNPT et la CSF à son aboutissement. Cet encouragement a redonné une visibilité aux producteurs dans un secteur qui doit traverser une mutation profonde. L'UNPT demande bien évidemment le maintien du budget consacré à cette action aussi longtemps que nécessaire : c'est à dire quand la maturité de ces de nouveaux marchés permettra une juste rémunération de la filière.

D'autres actions sont aujourd'hui mises en œuvre depuis de nombreuses années dans le secteur et risquent d'être complètement remises en causes du fait de la baisse des soutiens publics déjà évoqué, en particulier par la baisse drastique du budget de FranceAgrimer ou la réorientation des fonds du CASDAR.

- Nous demandons fermement le maintien des subventions aux bâtiments de stockage qui permet de soutenir des investissements pour la modernisation du parc immobilier et pour l'amélioration des performances énergétiques.
- Nous demandons le maintien des aides à la promotion de la pomme de terre comme les campagnes publicitaires entreprises par le CNIPT et soutenues par France Agrimer,
- Nous demandons la sanctuarisation des subventions à la recherche appliquée octroyés à Arvalis, pour que les familles dans les interprofessions puissent, avec la CVO, accompagner financièrement en confiance un programme ambitieux d'amélioration de la performance économique et écologique de la production.

Ces actions risquent d'être aujourd'hui remises en cause faute de lisibilité stratégique et de constance dans les soutiens financiers et réglementaires des pouvoirs publics !

Enfin, je voudrai terminer mon discours en disant un mot d'un sujet d'actualité complexe mais primordial. Il s'agit de la question de la gestion des risques économiques. Il n'y a pas une réponse simple à cette question. Plusieurs outils sont déjà à la disposition des producteurs : l'assolement, l'assurance socle climatique, la contractualisation en sont des exemples. Mais nous devons aussi nous projeter vers l'avenir et imaginer de nouveaux outils: de nouveaux modes d'organisations du travail, de nouveaux type de structures représentatives des producteurs, des assurances adaptées, des mécanismes fiscaux originaux, des mécanismes de mutualisation comme le FMSE : la réglementation devra s'adapter à ces mutations et nous ne devons ma nous satisfaire de propositions simplistes inadaptées à nos productions .Ce chantier est celui de la PAC post 2020 et l'UNPT entend prendre toute sa part dans le débat.

Comme acteur économique ,pour que nous puissions entreprendre de manière efficace, nous devons disposer de véritables outils qui nous permettent , certes ,de nous relever en

cas de coups durs mais aussi de piloter de manière fine le risque et le niveau de sécurisation que chacun d'entre nous pense être le bon pour son exploitation.

Pour aider les producteurs et porter leur voix au sein des interprofessions, l'UNPT revendique son statut d'organisation syndicale d'action et de propositions plus que de contestations : dans la continuité du travail fait par Patrick Trillon à qui j'ai l'honneur de succéder.

Soyez heureux de pouvoir compter sur une équipe performante et à votre écoute dirigée par Martin Mascré épaulé, comme Association Spécialisée, par la FNSEA. Qu'il s'agisse de Bertrand Ouillon, de François Xavier Broutin ou de Catherine, avec les membres du bureau et du conseil, ils sont tous, tous les jours au service de la performance économique de notre filière, reconnaissons leur travail et qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Mesdames et Messieurs les responsables politiques, bien sûr j'aurais souhaité interpeller directement Monsieur le Ministre de l'Agriculture, cela n'a pas été possible, nous le regrettons.

Cependant, nous percevons la venue de Monsieur le conseiller comme une volonté de consolider avec nous les fondements d'une filière d'excellence au service de la performance économique et environnementale de nos exploitations.

Nous comptons sur vous, Monsieur, pour nous y aider.

Pour qu'à l'instar du Ministre de l'Intérieur que l'on appelle familièrement " le 1er flic de France" nous puissions travailler dès demain efficacement avec Monsieur LE FOLL et que nous puissions le considérer comme "le 1er paysan de France" et même osons dire " le 1er patatier de France ".

Je vous remercie de votre attention,

Arnaud Delacour